



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 22 AVR. 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA CARRIERES DE KERGUILLO

KERGUILLO
29820 Guilers

Références : ENV-D-26.184
Code AIOT : 0005500805

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement SA CARRIERES DE KERGUILLO implanté Kerguillo 29820 Guilers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA CARRIERES DE KERGUILLO
- Kerguillo 29820 Guilers
- Code AIOT : 0005500805
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières de Kerguillo exploite, au lieu-dit "Kerguillo", une carrière à ciel ouvert de granite.

L'exploitation porte sur des activités d'extraction, de traitement, de production de béton prêt à l'emploi, de stockage de déchets inertes et de transit de produits minéraux.

La surface totale de l'établissement est de 44 ha 12 a.

La surface totale de la zone d'extraction de roche est de 29 ha.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	situation administrative - Bénéficiaire et nature de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Aménagements particuliers - Bornage	Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 3.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Aménagements particuliers - Clôture	Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 3.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Prévention des pollutions - Eaux - Normes	Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 6.4.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Risques chroniques - Pollution de l'air et poussières -	Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 7.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Risques incendies	Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 11.3.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Aménagements particuliers - Affichage	Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 3.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a révélé 6 écarts mineurs sur les 7 points de contrôle des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative - Bénéficiaire et nature de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 1.			
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire et nature de l'autorisation			
Prescription contrôlée :			
<u>Exploitant titulaire de l'autorisation - Nature des installations</u>			
La société CARRIERES DE KERGUILLO, dont le siège social est situé au lieu-dit Kerguillo 29820 GUILERS, est autorisée à exploiter sur le territoire des communes de GUILERS et de BOHARS, au lieu-dit "Kerguillo", une carrière à ciel ouvert de granite, les installations annexes de premier traitement des matériaux, des installations de stockage de déchets inertes ainsi que des installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, dont les activités au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont répertoriées comme suit :			
ACTIVITÉS	CAPACITÉ MAXIMALE	RUBRIQUE	RÉGIME
Exploitation d'une carrière Superficie totale : 44,12 ha Dont 29 ha dédiés aux extractions	Production maximale annuelle (produits finis) : 900 000 t Production maximale sur 5 années consécutives : 2 500 000 t	2510-1	A
[...]	[...]	[...]	[...]
[...]	[...]	[...]	[...]
Installations de Stockage de Déchets Inertes	Quantité annuelle : 40 000 t	2760-3	E
[...]	[...]	[...]	[...]
Stockage de produits pétroliers spécifiques	Quantité maximale présente dans les installations : 73,6 t	4734-2-c	D
A : autorisation E : enregistrement D : déclaration			
[...]			
Constats :			
L'inspection de l'environnement en charge des installations classées a contrôlé, par sondage, la situation administrative de l'établissement sur les rubriques suivantes :			
Pour les rubriques 2510-1, 2760-3 et 4734-3, l'exploitant a transmis directement lors du contrôle et			

par message électronique du 3 avril 2026, les chiffres suivants :

. Rubrique 2510-1 (exploitation d'une carrière - production maximale annuelle et sur 5 ans) :

Production extractive pour les années suivantes :

2025 : 335 000 tonnes ;

2024 : 346 000 tonnes ;

2023 : 283 000 tonnes ;

2022 : 279 000 tonnes ;

2021 : 245 000 tonnes.

Soit pour les 5 dernières années (2021 à 2025) : 1 588 000 tonnes.

. Rubrique 2760-3 (installation de stockage de déchets inertes) :

Stockage de déchets inertes pour les années suivantes :

2025 : 78 200 tonnes ;

2024 : 150 000 tonnes ;

2023 : 23 200 tonnes ;

2022 : 0 tonne ;

2021 : 0 tonne.

Des dépassements importants sont observés par rapport à l'autorisation maximale de 40 000 tonnes par an.

L'exploitant déclare que ce surplus de déchets est la conséquence du chantier de construction d'extension du tramway de l'agglomération de Brest.

. Rubrique 4734-2-c (stockage de produits pétroliers spécifiques)

Stockage de gasoil : 11646 l, soit 9,66 tonnes ;

Stockage de gasoil non routier : 13 579 l, soit 11,26 tonnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives visant à la réduction des volumes de déchets admis ou à la mise à jour de la situation administrative de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Aménagements particuliers - Affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 31.

Thème(s) : Situation administrative, Affichage

Prescription contrôlée : L'exploitant met en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> • son identité, • la référence de l'autorisation, • l'objet des travaux, • l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.
Constats : L'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté, par sondage, que les panneaux d'affichage situés sur le portail de l'entrée de l'établissement sont conformes à la prescription. Toutefois, les panneaux présents sur le portail étaient peu lisibles du fait de dépôts verdâtres. L'exploitant a justifié avoir procédé à un nettoyage des panneaux suite à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements particuliers - Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 3.2.
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Prescription contrôlée : Le périmètre de la zone d'extraction compris dans la présente autorisation est matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état. L'une de ces bornes, fixe et invariable, est nivelée par référence au Nivellement Général de la France (N.G.F.)
Constats : L'exploitant a présenté le plan de l'établissement (mis à jour le 22 décembre 2025) à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées. Le plan fait apparaître quelques bornes en partie Nord de l'établissement, toutefois sur le reste du périmètre de l'établissement, aucune borne n'est visible. L'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté, par sondage, la présence de 3 bornes situées au Nord du périmètre. Aucune borne, fixe et invariable, nivelée par référence au Nivellement Général de la France (NGF) n'est mise en place.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre en place le bornage intégral du périmètre de son établissement en installant notamment une borne NGF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Aménagements particuliers - Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 3.3.
Thème(s) : Situation administrative, Clôture
Prescription contrôlée : L'accès de toute zone dangereuse sera interdit par une clôture solide et efficace. Les accès et passages seront équipés de barrières ou de portails. Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part en périphérie.
Constats : L'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté que l'établissement est fermé à son entrée par une barrière fermant avec une serrure à clefs. La périphérie de l'établissement est clôturée par du grillage, des merlons en terres et des talus plantés de broussailles et boisements sur le périmètre contrôlé par sondage. Toutefois : . à l'entrée de l'établissement, le grillage est écrasé en bordure du portail ; . en partie Nord / Nord Ouest (lieu-dit Coat Ty Ogant) de l'établissement, un talus a été ouvert et ne garantit pas l'interdiction d'accès des tierces personnes. L'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté, par sondage, que des pancartes de signalement du danger que représente l'établissement sont présentes en partie Nord de l'établissement, et au niveau du portail. Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées, un plan de l'établissement identifiant la localisation de ces panneaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de mettre en place les actions correctives permettant de garantir l'interdiction d'accès aux zones dangereuses de l'établissement par de tierces personnes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention des pollutions - Eaux - Normes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 6.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux - Normes
Prescription contrôlée : Les eaux d'exhaure seront rejetées dans le ruisseau du Tridour au droit du site [...]. Elles devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon (proportionnel au débit) représentatif des rejets moyens d'une journée : - pH compris entre 5,5 et 8,5

- Température inférieure à 30 °C
- MEST (1) inférieures à 25 mg/l
- MEST (1) inférieures à 10 mg/l en moyenne annuelle
- DCO (2) inférieure à 125 mg/l
- Hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l
- Fer + aluminium inférieurs à 5 mg/l
- Manganèse inférieur à 1 mg/l

(1) MEST : Matières En Suspension Totale.

(2) DCO : Demande Chimique en Oxygène sur effluent non décanté.

Les mesures sont effectuées conformément aux normes en vigueur.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées les résultats de l'auto-surveillance des eaux de l'année 2025 de son établissement, et un rapport d'essais n° 26031603111201 du laboratoire Labocéa du 18 mars 2026.

Les résultats d'analyses ne montrent pas de dépassement des valeurs prescrites. Toutefois, le paramètre "température" n'est pas mentionné.

L'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate par ailleurs que l'auto-surveillance n'est pas déclarée conformément à l'arrêté du 28 avril 2014.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de procéder au contrôle de la température des eaux dans le cadre de l'auto-surveillance des rejets aqueux et de déclarer les résultats de ces analyses via le logiciel GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Risques chroniques - Pollution de l'air et poussières -

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 7.

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air et poussières

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières, notamment :

- [...];
- [...];
- les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de boues ou de poussières sur la voirie publique. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules, humidification des chargements ou le bâchage des bennes doivent être prévues en cas de besoin.
- [...].

[...].

[...].

Les mesures de retombées seront réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé à compter du 1er janvier 2018 (articles 19.6 ; 19.7 ; 19.8 ; 19.9).

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées le jour du contrôle :

- . le rapport des mesures de retombées atmosphérique des poussières (campagne 2 de l'année 2025) référencé n° CKL25-A257-PRO2-VO2, en date du 3 février 2026, du bureau d'études KALIAIR ;

- . le bilan annuel des retombées atmosphériques des poussières 2025, référencé n° CKL25-A257-PRO03-VO1, en date du 3 février 2026, du bureau d'études KALIAIR.

Aucun des rapports n'est conclusif.

De plus, les emplacements des points de mesures des retombées mentionnés dans l'arrêté préfectoral du 2 mai 2017, en annexe, ne correspondent pas aux points retenus dans le rapport de mesures du 3 février 2026. Cet écart ne remet pas en cause la validité des résultats obtenus.

Par ailleurs, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées constate que la voie routière d'accès à l'établissement est recouverte de matières grisâtres au sol sur environ 150 mètres de la voie publique, avant l'entrée de l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de :

- . s'assurer que les rapports des mesures de retombées atmosphérique des poussières soient conclusifs et que les points de mesures correspondent à ceux prescrits ;

- . mettre en oeuvre l'entretien régulier de la voie publique d'accès à l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Risques incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2017, article 11.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant pourvoit les installations et les matériels d'équipements de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. [...].

Les équipements seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

L'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté, par sondage, la présence de 3 extincteurs dans les divers locaux de l'établissement.

Trois extincteurs ont été contrôlés, deux affichaient une étiquette d'entretien annuel valide (en date du 11/2025 et 04/2025), le dernier affichait une étiquette d'entretien annuel non valide (en date du 04/2024).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de présenter une attestation de l'entretien annuel à jour de l'ensemble des extincteurs présents dans son établissement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois